



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

montant des pensions

Question écrite n° 6554

Texte de la question

M. Franck Marlin appelle l'attention de M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité sur le montant et l'indexation du minimum contributif. Lors de sa création, en 1983, il avait pour objectif de garantir aux salariés au SMIC un montant de pension égal à 95 % du SMIC net, pour une carrière complète de 150 trimestres validés, retraite complémentaire ARRCO comprise. Pour atteindre cette garantie, la part attribuée au minimum contributif représentait 60,40 % du SMIC brut. Faute d'avoir été indexé sur le SMIC, le minimum contributif n'en représente plus, aujourd'hui, que 45,50 %. La pension de salariés au SMIC s'élève au plus à 700 euros mensuel, retraite complémentaire incluse, soit bien inférieur aux 877 euros de l'allocation équivalent retraité votée à l'unanimité en 2001, en faveur des chômeurs totalisant 160 trimestres, et bien moins que le minimum des pensions de la fonction publique qui s'élève à 944 euros. C'est pourquoi, afin de relever le minimum de pension des plus bas salaires du régime général des salariés, constitué majoritairement de femmes, et leur offrir ainsi un minimum de pension plus équitable, il lui demande quelles mesures il entend prendre en ce domaine.

Texte de la réponse

Selon l'exposé des motifs de la loi de 1983, la création du minimum contributif visait à « valoriser la carrière des assurés qui, bien qu'ayant travaillé un grand nombre d'années, n'ont acquis, en contrepartie de salaires faibles, qu'une pension inférieure au montant minimum vieillesse ». Or, ce minimum étend aujourd'hui son champ d'application très au-delà des objectifs initiaux : catégories d'assurés bénéficiant automatiquement du taux plein dès soixante ans pour inaptitude au travail, assurés bénéficiant du taux plein à soixante-cinq ans sans longue carrière, obtention du taux plein grâce à des durées d'assurance validées gratuitement, etc. Il est incontestable que le minimum contributif, qui était l'équivalent de 60 % du SMIC brut en 1983, n'en représente plus aujourd'hui que 45 %. Par rapport à l'indexation sur les prix des pensions et de la revalorisation des salaires reportés au compte, le SMIC, en raison des « coups de pouce » réguliers au 1er juillet de chaque année, évolue plus rapidement. De plus, il est paradoxal que le montant du minimum contributif - 533,51 euros mensuels - soit aujourd'hui inférieur au minimum vieillesse (577,92 euros). En 1983, les montants des deux minima étaient identiques. Le minimum vieillesse a en effet bénéficié de « coups de pouce » différenciés. Le minimum contributif évolue aujourd'hui au même rythme que celui des pensions. Une revalorisation conséquente du montant des pensions pèserait sur l'équilibre de nos régimes de retraite, sans améliorer de manière notable le montant du minimum contributif. Seule une revalorisation différenciée par rapport aux pensions de vieillesse est envisageable. Pour autant, une telle revalorisation n'améliorerait pas la situation des personnes à la fois bénéficiaires du minimum contributif et du minimum vieillesse. En effet, le coup de pouce sur le minimum contributif serait en tout ou partie compensé par la baisse corrélative de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse. En conséquence, une revalorisation différenciée ne profiterait pas aux personnes les plus démunies. Une piste d'évolution, qui pourrait être étudiée en concertation avec les partenaires sociaux, dans le cadre de la réforme en cours des retraites, serait de rendre le montant attribué davantage proportionnel à l'effort contributif réel. Elle donnerait ainsi tout son sens à l'objectif initialement visé par le minimum contributif. Cette question mérite d'être étudiée avec un souci particulier d'équité en visant à assurer la pérennité de nos régimes de retraite par répartition.

Données clés

Auteur : [M. Franck Marlin](#)

Circonscription : Essonne (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 6554

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : affaires sociales, travail et solidarité

Ministère attributaire : affaires sociales, travail et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 novembre 2002, page 4103

Réponse publiée le : 16 juin 2003, page 4712